

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**de la commune de VALENCIN**  
**Séance du 2 Décembre 2024**

L'an deux mil vingt-quatre, le deux du mois de Décembre à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	26/11/2024
Présents :	17	Date de publication	06/12/2024
Votants :	20		

**Présents :** M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – M Michel LAURENT – M Gilles DENIS – M Yves SERVANGE – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Daniel MOTA – Mme Céline GONZALEZ-THOLLIN – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Andrée VACHER – M Christian TERSIGNI – M Christophe BADUFLE – Mme Véronique BOUCHARD

**Absents :** Mme Audrey BLANCHON donne pouvoir à M Bernard JULLIEN – M Guy DURAND – M Ludovic HIRTH donne pouvoir à Mme Marie DALMAS – Mme Christelle COURTHIAL donne pouvoir à M Daniel MOTA – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Virginie CHRISTOPHE

**Secrétaire :** M Jean-Louis CIANFARANI

N° 07	<b><u>Délibération n° 2024-082</u></b>	<b>Organisation de manifestations communales et/ou associatives</b> <b>Mise en place d'astreintes</b>
-------	--	--

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique,

**Vu** le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

**Vu** le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

**Vu** le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,

**Vu** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

**Vu** le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

**Vu** l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 19 Novembre 2024

**Considérant ce qui suit :**

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

**Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité**

✚ **INSTAURE** le régime des astreintes selon le dispositif suivant :

#### Article 1<sup>er</sup> – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à

- assurer le bon déroulement des manifestations organisées sur la Commune par les associations communales et/ou la municipalité.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans les cas suivants :

- *Evènements communaux et associatifs et notamment : forum des associations, fête de la vendange, fête du village, fête de Noël du sou des écoles, repas de la chasse, repas des classes, repas des anciens organisé par le CCAS, marché de Noël, défi sans écran, cérémonie des vœux du Maire, etc...*

Les astreintes auront lieu **en fonction de la manifestation organisée**, soit

- \*du vendredi après les heures de travail au samedi et/ou dimanche
- \*le vendredi soir
- \*le samedi
- \*le dimanche

#### Article 2 – Le personnel concerné

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents titulaires – stagiaires – contractuels de la filière technique occupant les emplois suivants : agent polyvalent des services techniques – coordonnateur du service technique – responsable du service technique, sur les grades suivants :

- adjoint technique,
- adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe,
- adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe
- agent de maîtrise

#### Article 3 – Modalités d'application

Il est fixé, comme suit, les modalités d'application du régime des astreintes et des interventions, accomplies par les agents titulaires et stagiaires et agents non titulaires de la collectivité :

Situations donnant lieu à astreintes et interventions	Services et emplois concernés	Modalités d'organisation	Modalités d'indemnisation
<i>Filière technique (Astreintes d'exploitation)</i>			
Organisation de certaines manifestations communales et/ou associatives	Service technique : Agent polyvalent des services techniques – Coordonnateur des services techniques – responsable de service technique	Calendrier des manifestations remis à l'agent concerné	L'astreinte fera l'objet d'une indemnisation au taux en vigueur  Les heures d'intervention effectuées par l'agent durant sa période d'astreinte feront l'objet d'un repos compensateur sur les périodes où l'activité du service technique est jugée par l'autorité territoriale moins tendue

Pour les astreintes en lien avec le déroulement d'une manifestation communale et/ou associative : l'agent sera informé dès l'établissement du calendrier des manifestations et au moins 1 mois avant la manifestation. En cas de délai de prévenance inférieur à 15 jours, l'indemnité d'astreintes sera majorée de 50 %.

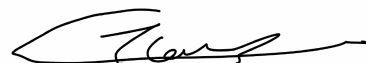
- ✚ **DIT** que, sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année
- ✚ **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget principal.
- ✚ **AUTORISE** l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire  
Bernard JULLIEN



Le secrétaire  
Jean-Louis CIANFARANI



Pour copie conforme,  
Valencin, le 06/12/2024  
Transmis à la sous-préfecture  
Le 06/12/2024